



Du Tchad, on ne parle que lorsque des événements dramatiques se passent comme celui du 20 octobre 2022. Ce jour-là, une centaine de citoyens tchadiens sont tombés au cours de manifestation sous les balles des militaires tchadiens. Ils ont répondu aux ordres de la junte militaire qui a pris le pouvoir après la mort brutale du Président Idriss Deby le 18 avril 1921. La junte avait annoncé une transition de 18 mois au terme duquel elle devait rendre le pouvoir à un gouvernement civil aux terme des élections démocratiques.

Un Dialogue National inclusif et souverain avait été fébrilement ouvert mais il a été largement contesté par les partis de l'opposition démocratique et une bonne partie des associations de la société civile. La junte militaire a réussi à arracher une rallonge de 24 mois pour pouvoir mettre en place les institutions pour une transition démocratique.

Mais en réalité, cette rallonge est une volonté de se maintenir au pouvoir. On le voit à travers les nominations aux postes de responsabilité dans le gouvernement, dans l'administration et dans les services de sécurité. C'est la cause principale de ces manifestations organisées au terme des 18 mois de transition pour réclamer le départ de la junte militaire.

La violence de la répression, la chasse à l'homme et les déportations qui s'en sont suivis ont choqué l'opinion publique nationale et internationale. Beaucoup de leaders politiques de l'opposition démocratique et des associations de la société civile contestataires sont entrés en clandestinité et plusieurs ont dû quitter le pays pour sauver leur peau.

Les timides réactions des organisations sous-régionales, continentales ou internationales n'ont pas ému la junte au pouvoir qui continue de soutenir que c'était une insurrection armée en vue de prendre le pouvoir.....Outre la diabolisation des manifestants, le spectre d'une guerre de religions a été évoqué puisque les manifestants étaient majoritairement de la zone méridionale considérée comme chrétienne.

Mais le vrai problème est celui des injustices sociales conséquence d'une mauvaise gouvernance et de l'exclusion d'une bonne partie des citoyens de la gestion des ressources du pays. Les tenants du pouvoir proviennent majoritairement de l'extrême nord du pays et ont la main sur les finances, l'administration territoriale, le foncier et les principaux leviers de commandement du pays.

On parle peu de l'Église du Tchad à l'extérieur mais à l'intérieur, elle a une voix forte. L'Église catholique, à travers les messages pastoraux des évêques notamment par les messages de Noël, a depuis 40 ans continuellement dénoncé ces situations d'injustices : accaparement de terres arables pour l'élevage extensif, la corruption de la justice notamment dans les règlements conflits éleveurs-agriculteurs, les détournements des fonds publics et les dérives autoritaires du pouvoir...

Les déclarations d'évêques sur la tragédie du 20 novembre ont provoqué la colère du pouvoir qui a accusé l'Église d'être passée dans l'opposition politique et de trahir sa mission religieuse...mais peut-on annoncer l'Évangile sans dénoncer ce qui nuit à l'épanouissement humain ?

L'Église catholique ne se contente pas seulement de dénoncer ces situations d'injustice, mais elle prend des initiatives et fait des propositions pour y remédier :

- Les commissions justice et paix

Leur création dans tous les diocèses au sortir de la dictature d'Hissène Habré a permis de retisser des liens entre les communautés, d'assurer une éducation civique et de régler des conflits intercommunautaires par le dialogue.

La commission épiscopale nationale de justice et paix a créé la journée de cohabitation pacifique et de concorde nationale qui se célèbre chaque année le 28 novembre. Mais hélas le gouvernement a instrumentalisé cette journée et en a fait un moyen de propagande politique.

- La Plate-forme interconfessionnelle des leaders religieux

Elle était conçue par les initiateurs comme un cadre de concertation sur les questions morales et religieuses dans le contexte du statut laïc de l'État tchadien. Mais elle a aussi été exploitée par le pouvoir pour se donner une cote morale.

- Le dialogue inter religieux :

L'Église catholique y est très engagée. Il ne s'agit pas d'un dialogue au niveau doctrinal, mais un dialogue qui se vit dans le partage des événements de la vie quotidienne : bon voisinage, naissances, deuils, profession....

CONCLUSION

Les nombreuses prises de positions de la Conférence des évêques du Tchad sur les situations d'injustices sociales, (violences intercommunautaires, mauvaise gouvernance endémique dérive dictatoriales...) se justifie par sa vocation prophétique qui lui fait jouer ce rôle de sentinelle....

Cet engagement en faveur des petits et des œuvres lui attire beaucoup de sympathies des petites gens sans défense mais aussi des fidèles des autres confessions religieuses...Par contre, le pouvoir le prend souvent très mal...Le récent départ de la délégation catholique du Dialogue National inclusif pour protester contre les discriminations faites entre les groupes participants a été considéré comme une fronde de l'Église catholique contre le pouvoir de l'État.

Nous nous sentons comme Jean Baptiste devant Hérode...il est en captivité mais peut encore parler...Hérode l'écoute volontiers mais avec perplexité. De même, l'Église Catholique joue le rôle de conscience morale et parfois de caution morale pour entretenir l'espérance dans ce pays.

La visibilité des communautés chrétiennes, leur reconnaissance et le respect par les autres communautés religieuses ainsi que l'enracinement de l'Évangile dans l'environnement socio-culturel nous tiennent tous à cœur.

MERCI à toutes les Eglises-sœurs aînées qui, à travers leur généreuse collaboration nous aident à grandir dans la foi, à enraciner l'Évangile dans notre environnement pour témoigner de la présence salvatrice du Christ. MERCI à l'AED France qui fait entendre notre voix au-delà de nos frontières.

Prière Je Vous salue Marie en sara

N'Djamena le 10.01.2023

+ DJITANGAR Goetbé Edmond
Archevêque métropolitain de N'Djamena /Tchad